



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

23 août 2016

L'Observatoire de la vie publique ou SEFAFI a émis un communiqué dans lequel il adresse des critiques virulentes à l'encontre des tenants du pouvoir et appelle à la mise en place, dans les meilleurs délais, de la Haute Cour de Justice afin de mettre un terme à la culture de l'impunité qui prévaut au niveau de la classe dirigeante.

Economie et société

SEFAFI, CONTRE L'IMPUNITÉ DE LA CLASSE POLITIQUE

*L'Observatoire de la vie publique ou SEFAFI a publié un communiqué de presse, hier, d'une part dans l'optique de dénoncer la culture d'impunité qui prévaut actuellement à la tête du pays et d'autre part, afin de s'exprimer sur la conjoncture politico-sociale actuelle. Dans son article intitulé « Conjoncture : tirs en rafales du SEFAFI sur le pouvoir », **L'Express de Madagascar** estime que l'organisation de la société civile s'avère particulièrement « en colère » contre le régime en place. Dans un premier temps, la plateforme d'observation de la vie publique interpelle sur le fait que la Haute Cour de Justice ne soit pas encore mise en place actuellement, à la moitié du mandat présidentiel, alors qu'il s'agit de la solution la plus efficace pour débloquer la situation actuelle mais surtout pour mettre fin aux pratiques politiques qui témoignent du mépris flagrant de la loi. La SEFAFI fait d'ailleurs remarquer qu'aucun dirigeant n'a jamais été poursuivi et condamné pour des « malversations », pour ne citer que le détournement de fonds publics, l'accaparement illicite de terres, les contrats miniers clandestins et autres abus de pouvoir. En clair, l'impunité est garantie aux tenants du pouvoir ainsi qu'à leur entourage. De l'opinion de l'Observatoire de la vie publique, cette impunité s'avère encore plus grave et problématique lorsque les multiples violations de la Constitution ne font l'objet d'aucunes sanctions et semblent même légitimées par la Haute Cour Constitutionnelle, d'où l'enjeu de la mise en place de la HCJ. A propos de la situation politique et sociale actuelle, la SEFAFI s'oppose à toute initiative politique qui tend vers une nouvelle transition, bien qu'elle reconnaisse que le pays se trouve dans une situation précaire et critique. Elle estime d'ailleurs que les concertations nationales précédentes n'ont jamais été « représentatives » et ont été « manipulées » tandis que la Constitution a été « bricolée ». L'Observatoire de la vie publique a par ailleurs lancé des piques à l'encontre des trois pouvoirs et du Chef de l'Etat, qu'il reproche de faire preuve d'un déni de la réalité. Les pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire sont accusés de faire fi de l'image de « corrompus » qu'ils véhiculent mais également de « ne pas être à la hauteur de leur tâche » tandis qu'il a été reproché au Président de la République d'avoir nié publiquement la paupérisation de la population alors que les statistiques attestent du contraire. (p.3 ; **Tia Tanindrazana** p.3 ; **Madagascar Matin** p.4 ; **La Vérité** p.3)*

- **Midi Madagasikara** a détaillé les différents points ayant fait l'objet d'importantes critiques de la part de la SEFAFI, en particulier les « dépenses somptuaires des dirigeants » et la crédibilité ainsi que la légitimité d'une loi « stratégique » - le code de la communication médiatisée - qui a été votée par seulement 18 sur 151 députés. Un

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



texte qui, de son avis, bafoue de manière flagrante les libertés fondamentales (p.2)

- *La SEFAFI a particulièrement interpellé le Président Rajaonarimampianina, notamment sur la notion de redevabilité. Elle précise ainsi qu'il ne suffit pas de répéter à satiété qu'on a été élu pour maintenir une légitimité formelle en tant que gouvernant car les promesses électorales non tenues participent à sa « dé-légitimation » et par conséquent, à fragiliser son pouvoir. La plateforme lui conseille, mais également à son entourage, « d'éviter les comportements aussi déphasés que scandaleux » à l'instar de « l'étalage d'un style de vie indécent et provocateur aux yeux des citoyens » (Les Nouvelles p.3)*
- *Outre la Haute Cour de Justice, la SEFAFI réclame également la mise en place d'un tribunal en charge des bois précieux et d'une juridiction anti-corruption impartiale composée de membres indépendants pouvant investiguer sans restrictions (Madagascar Laza p.2)*

MAROVOAY EST DOTÉ D'UN GUICHET UNIQUE DES SERVICES FONCIERS

Le District de Marovoay a été doté d'un guichet unique dédié aux services relevant du foncier. Le ministre auprès de la Présidence en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement s'est ainsi déplacé dans la localité, samedi dernier, afin de procéder à l'inauguration de la structure. Il a précisé dans son allocution que ce guichet unique vise à faire en sorte que chaque région bénéficie de la même chance de développement dans la mesure où il aide à la sécurisation des terrains des producteurs. Cette structure dédiée aux services fonciers rentre dans le cadre de la nouvelle politique foncière de l'Etat et a pour but d'alléger les procédures en rapprochant les usagers et l'administration foncière. En effet, ces derniers pourront désormais traiter leur dossier à un seul endroit, peu importe que leur demande relève des services des Domaines ou de la Topographie. Le choix de Marovoay repose principalement sur son enjeu économique, notamment du point de vue de l'agriculture mais surtout, des problèmes domaniaux récurrents rencontrés par les agriculteurs. La mise en place de guichet unique vise également à lutter contre la corruption qui met à mal le domaine du foncier ainsi que l'image des services étatiques pour les usagers. A cet effet, Narson Rafidimanana a appelé les usagers à ne s'acquitter que des droits et taxes prescrits par la loi et les fonctionnaires, à bannir toutes formes de favoritisme (L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p.5 ; Madagascar Laza p.7)

- *L'objectif de l'Etat, dans le cadre de cette nouvelle politique foncière, est de faire en sorte que chaque District bénéficie d'un guichet unique. Marovoay est le troisième à en bénéficier après Betafo et Brickaville. (Midi Madagasikara p.5)*
- *Selon Madagascar Laza, il s'agit plutôt du 43^{ème} Guichet unique pour les services fonciers et que Marovoay figure plutôt comme étant la troisième nouvelle circonscription foncière (p.7)*

Relations internationales

MADAGASCAR ABRITE L'AFRICA ENDEAVOR 2016

Pour la première fois, la Grande île héberge l'Africa Endeavor, plus précisément le 10^{ème} exercice du Commandement américain pour l'Afrique ou AFRICOM. Il s'agit d'un séminaire portant sur la Communication et la transmission des informations au niveau des forces armées et qui voit la

Leader du Consortium: Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



participation de hauts gradés issus d'une quarantaine de pays d'Afrique. Durant cet exercice annuel de communication du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, qui se tient durant 5 jours à l'hôtel Carlton Anosy, les participants vont d'une part, se pencher sur le développement de l'interopérabilité des communications multinationales dans le cadre du maintien de la Paix mandaté par les Nations Unies et l'Union africaine et d'autre part, sur la mise en place de procédures en vue de normaliser mais également d'améliorer les futures interventions d'appui. L'Adjoint du Commandant des opérations militaires des Etats-Unis en Afrique, le Vice Amiral Michael Franken et le Président Rajaonarimampianina ont honoré de leur présence la cérémonie d'ouverture de cet évènement international. A cette occasion, le chef militaire américain a précisé que l'Africa Endeavor porte également sur l'assistance humanitaire et la gestion des catastrophes naturelles, mis à part le volet sécurité tandis que le Chef de l'Etat a déclaré qu'il s'agit de la manifestation du retour de la confiance de la Communauté internationale mais surtout d'une opportunité pour les militaires malgaches de renforcer leur compétences à partir des expériences de spécialistes venus de tout horizon. (L'Express de Madagascar p.5 ; Midi Madagasikara p.3 ; Les Nouvelles p.5 ; Madagascar Laza p.3 ; La Gazette de la Grande île p.12 ; Madagascar Matin p.2 ; La vérité p.11)

- **L'Express de Madagascar** s'insurge contre les propos du ministre de la Défense nationale le général Beni Xavier Rasolofonirina selon lesquels Madagascar respecte les principes démocratiques, raison pour laquelle ce symposium international s'est tenu dans le pays et que l'armée s'avère très respectueuse des Droits de l'Homme. Afin de marquer la contradiction entre cette déclaration et la réalité, le quotidien a rappelé les différentes bavures militaires qui sont restées jusqu'à présent impunies et surtout, mis en exergue le Code de la communication en attente de promulgation qui, de son opinion, bafoue les libertés fondamentales stipulées par les déclarations des Droits de l'Homme (p.5)
- Il a été précisé à l'occasion de cet **AFRICA ENDEAVOR** que la Grande île fera incessamment l'acquisition de vedettes rapides et ce, dans le cadre de la coopération militaire avec les Etats-Unis, dont les relations sont actuellement au beau fixe, selon le ministre de la Défense nationale (Midi Madagasikara p.3)
- **Tia Tanindrazana** se demande si cette décision des Américains de faire héberger cet important symposium militaire à Madagascar ne répond pas à un autre objectif : aider la Grande île à lutter contre le terrorisme étant donné sa fragilité en termes de sécurité. Le quotidien s'interroge ainsi si les Etats-Unis craignent réellement que le pays puisse devenir une base terroriste et dans ce cas, intervenir directement pour améliorer le maintien de l'ordre et de la sécurité (p.3)

Processus électoral

45^{ème} AG DE L'ECF-SADC, LA CENI PRESENTE A GABORONE

Les organes de gestion des élections des pays de la SADC se donnent actuellement rendez-vous à Gaborone, au Botswana, dans le cadre de la 45^{ème} Assemblée générale du Forum des Commissions électorales de la SADC. Madagascar y prend part et est représenté par le rapporteur général de la CENI Fano Rakotondrazaka et le Directeur de cabinet Jean de Dieu Raveloson. Durant les quatre jours de l'AG, les participants échangeront sur le thème de l'évènement : « Renforcement de capacités en suivi électoral ». **Les Nouvelles** a cependant précisé que la Grande île participera exclusivement en tant qu'observateur étant donné qu'elle n'est pas encore membre du réseau ECF-SADC et ce, malgré le fait que le pays ait intégré cette organisation régionale depuis 2006. Le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



quotidien rappelle à cet effet qu'une mission d'évaluation en vue de l'intégration dans le réseau a séjourné dans le pays au mois d'avril et dont la décision n'a pas encore été publiée (p.2 ; Madagascar Laza p.3 ; L'Observateur p.3)

- **Madagascar Laza** apporte des précisions quant à l'absence du président de la CENI à Gaborone. Hery Rakotomanana séjourne effectivement à Libreville au Gabon afin de participer à la mission de contact et d'évaluation de l'OIF dans le cadre des préparatifs des présidentielles qui se tiendront dans ce pays le 27 août prochain. A cette occasion, il rencontrera plusieurs hautes personnalités dont le Président de la République ainsi que son Premier ministre. L'objectif de cette mission réside principalement dans la recherche d'accords entre toutes les parties prenantes afin de prévenir les éventuelles crises post-électorales mais également d'évaluer le processus électoral (p.3 ; Tia Tanindrazana p.2 ; Madagascar Matin p.3 ; L'Observateur p.5)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne